

Au nouveau désordre mondial, Jean-Luc Mélenchon oppose des recettes du XXe siècle

Politique

Par Mounir Satouri

Publié le 19 août 2026

Député européen Les Ecologistes, Président de la commission DROI du Parlement européen

Le député européen écologiste Mounir Satouri a lu la dernière note de l'Institut La Boétie consacrée aux enjeux géopolitiques et cosignée par Jean-Luc Mélenchon. Il en tire la conclusion que le leader Insoumis regarde le monde avec les lunettes d'hier et que la plupart de ses engagements sont incompatibles avec les convictions des Ecologistes.

L'élection présidentielle de 2027 sera décisive pour l'avenir de la France et de l'Europe. Parmi les responsabilités du ou de la Président.e de la République, la politique étrangère et la défense occupent une place essentielle. Les tensions géopolitiques et les menaces

extérieures sont telles que le scrutin se jouera en bonne part sur ces enjeux.

Parmi les candidat.e.s, Jean-Luc Mélenchon, en campagne depuis mai dernier, occupe une place centrale à gauche après ses candidatures de 2012, 2017 et 2022. La situation demeure ouverte pour le reste de la gauche et les écologistes mais, pour l'instant, il fait la course en tête dans cet espace politique et peut espérer accéder au second tour. Il faut donc examiner sérieusement ses positions en matière de politique extérieure.

Le 2 juillet dernier, l'Institut La Boétie, que Jean-Luc Mélenchon copréside avec Clémence Guetté, a publié une note intitulée "Au seuil d'un nouveau monde". Il la cosigne avec Sophia Chikirou, Arnaud Le Gall et Camille Verneuil. Ces 24 pages constituent donc la synthèse la plus récente et la plus complète de la position de Jean-Luc Mélenchon et de son mouvement sur les questions géopolitiques.

On peut partager plusieurs constats et certaines propositions de cette note. Mais si La France insoumise prétend penser le monde de demain, elle le fait largement avec un logiciel d'avant-hier. Son projet n'est ni réellement altermondialiste ni adapté aux rapports de puissance actuels. Ce néogaullisme classique surestime les marges de manœuvre de la France et sous-estime le rôle structurant de l'Europe comme le poids des nouvelles interdépendances.

La note commence par une longue description des désordres créés par la mondialisation néolibérale. Ce retour en arrière reprend largement les éléments de langage de Vladimir Poutine sur les causes des agressions de l'impérialisme russe contre l'Ukraine et l'Europe et surestime la cohérence et l'efficacité de la politique américaine, présentée comme une sorte de *Deus ex machina* tirant toutes les ficelles.

Malgré ces réserves, on peut partager une grande partie du diagnostic : effets délétères de la financiarisation et du libre-

échange, caractère décisif de la crise écologique sur les plans environnemental et géopolitique, affaiblissement du multilatéralisme, retour des logiques de puissance et des risques de guerre. C'est lorsqu'il faut passer du diagnostic aux réponses que le bât blesse. Or ce sont bien ces réponses qui seront déterminantes en 2027.

Jean-Luc Mélenchon découvre le multilatéralisme

La note de l'Institut La Boétie reconnaît l'importance du multilatéralisme, et même l'erreur commise par les Insoumis en l'ayant trop sous-estimé jusque-là. L'acharnement de Donald Trump contre les institutions multilatérales et le droit international montre en effet qu'ils constituent un point d'appui essentiel pour les progressistes. Paradis fiscaux, climat, eau... Jean-Luc Mélenchon et ses coauteurs dressent une longue liste de ce qu'il faudrait faire pour protéger les biens communs de l'humanité. Mais ils n'expliquent jamais comment, avec qui ni par quelles étapes y parvenir. Cette partie ressemble à une lettre au père Noël : des vœux pieux, du pur *wishful thinking*.

Et lorsqu'ils abordent ensuite la politique concrète que devrait mener la France, le multilatéralisme et le droit international s'effacent au profit des relations bilatérales avec tel ou tel acteur. Le projet de LFI est profondément opposé à la mondialisation néolibérale mais il n'est pas véritablement altermondialiste parce qu'il ne place pas au cœur de sa stratégie la construction effective d'une autre gouvernance mondiale.

L'Union européenne, voilà l'ennemi !

Cela s'explique : dans ce texte, LFI continue de tirer à boulets rouges sur l'Union européenne, la seule force pourtant à même de mener une telle bataille. Jean-Luc Mélenchon et ses coauteurs ont raison d'en critiquer les règles néolibérales et leurs effets économiques et sociaux néfastes. Mais ils refusent aussi toute avancée vers une intégration politique qui permettrait enfin de dépasser l'« Europe marché ».

La note dénigre notamment l'idée d'une politique étrangère et de défense commune qui ne serait plus soumise à l'unanimité, alors que cette règle empêche l'Union d'exister réellement sur le terrain géopolitique. Elle s'oppose également à une défense commune gérée au niveau de l'UE. Dans un monde de 8 milliards d'habitants, la France et ses 68 millions d'habitants ne peuvent pourtant prétendre, seuls, construire une autre gouvernance mondiale.

Nous ne vivons plus au XIXe siècle, lorsque les affaires du monde se réglaient entre États-nations européens. Multinationales, flux financiers globaux et crise écologique placent désormais nombre d'enjeux internationaux décisifs hors de portée des dirigeants d'un pays représentant moins de 1 % de la population mondiale. Jean-Luc Mélenchon, nostalgique d'un passé révolu, refuse manifestement de l'admettre.

Le principal levier sur lequel la France pourrait — et devrait — s'appuyer pour construire une gouvernance mondiale alternative au néolibéralisme et à la loi de la jungle prônée par Donald Trump ne peut être que l'Union européenne. C'est elle qui gère déjà le commerce, qui peut imposer des sanctions, qui définit une part essentielle de la politique climatique et fixe les règles en matière numérique et financière. Ce n'est aussi qu'à cette échelle que peuvent se bâtir une politique industrielle capable de résister aux dominations technologiques chinoise et américaine, et une puissance géopolitique crédible, notamment en matière de défense.

Pourtant, au lieu de chercher comment transformer les politiques néolibérales et le fonctionnement de l'UE, Jean-Luc Mélenchon et ses coauteurs lui tournent le dos. « *Il ne saurait être question d'enchaîner la France à un bloc géographique marqué par un atlantisme forcené...* » écrivent-ils, avant d'ajouter : « *il est hors de question de voir la France accepter les politiques ordolibérales inscrites dans le marbre des traités européens et continuer à appliquer des mesures si résolument contraires à l'intérêt général humain. L'obéissance à cet intérêt suprême commande la désobéissance aux mesures qui l'expriment dans la pratique européenne.* » Fermez le ban : circulez, il n'y a rien à voir ni à faire de ce côté-là...

Une vision néocoloniale du monde

Une fois l'Union européenne écartée — c'est en pratique ce que proposent Jean-Luc Mélenchon et ses coauteurs, même s'ils n'appellent pas explicitement à la quitter — il faut définir d'autres espaces collectifs. Or les pistes avancées sont imprécises, peu réalistes et surtout largement construites autour de l'ancien espace colonial français.

Il faudrait d'abord « réinvestir le petit bassin méditerranéen ». Mais, comme pour l'ONU, LFI aligne ici des bonnes intentions sans esquisser de stratégie concrète pour les mettre en oeuvre. Le propos rappelle ces textes bureaucratiques que produit régulièrement la Commission européenne sur le même sujet. Fait révélateur, la question migratoire et sa gestion avec l'autre rive de la Méditerranée ne sont même pas abordées.

Vient ensuite « l'espace de la francophonie populaire » en Afrique. En substance, c'est en faisant revivre la Françafrique, notamment par la promotion du français, que la France pourrait retrouver une puissance mondiale. Il semble avoir échappé à Jean-Luc Mélenchon que nombre de peuples africains rejettent désormais ce type de relation, au point que certains pays ont

préférent se tourner ces derniers temps vers des autocrates comme Vladimir Poutine ou Xi Jinping plutôt que vers la France.

Les Européens doivent évidemment bâtir avec l'Afrique un partenariat solide et équilibré, car une part essentielle de l'avenir du monde au XXI^e siècle s'y jouera. Mais l'ancienne puissance coloniale n'est certainement pas, seule, la mieux placée pour y parvenir. C'est à l'échelle de l'Union européenne qu'un tel partenariat peut se construire, la France mettant sa connaissance du continent au service de ce projet plutôt que de tenter d'y replanter son drapeau.

Les territoires ultramarins hérités de l'empire colonial sont eux aussi conçus surtout par Jean-Luc Mélenchon comme des sortes de porte-avions géants permettant à la France de se mêler des affaires de l'Amérique latine, de l'océan Indien ou de l'Océanie. Une vision très néocoloniale et néo-impérialiste des relations internationales.

L'essentialisme de la latinité contre la créolisation

La note devient franchement surréaliste lorsqu'elle met en avant la « latinité » : un espace réunissant les pays francophones, lusophones et hispanophones, auxquels s'ajouteraient l'Italie, la Roumanie et la Moldavie. Si l'on comprend bien l'intention, cet ensemble devrait devenir un espace d'intégration politique privilégié, alternatif à l'Union européenne.

Jean-Luc Mélenchon a fait de la créolisation et de la nouvelle France sa marque de fabrique en politique intérieure, pour affirmer que celles et ceux dont les ancêtres ne viennent pas de cet « espace latin » ont toute leur place dans une communauté nationale dont l'identité n'est pas figée et se transforme en permanence par des apports culturels extérieurs. Mais en politique extérieure, il valorise au contraire une « latinité »

fondée sur le passé colonial français, espagnol et portugais, qui essentialise une pseudo-identité des peuples héritée de l'Empire romain. La contradiction est flagrante.

La France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal partagent certes, par leur position au sud de l'Europe et au contact de l'Afrique, des histoires et des difficultés communes. Ils auraient intérêt à se rapprocher pour peser davantage dans une construction européenne aujourd'hui trop dominée par les pays d'Europe du Nord. Mais nul besoin, pour cela, de recourir à une pseudo-latinité essentialiste.

Jean-Luc Mélenchon propose aussi de se tourner en priorité vers la Chine et l'Inde pour faire pièce aux États-Unis, sans prendre en compte les problèmes politiques posés par la dictature de Xi Jinping et le soutien décisif de Pékin à la Russie dans son agression contre l'Ukraine ni par l'autoritarisme nationaliste de Narendra Modi. Il refuse également l'idée d'un rapport de force commercial avec la Chine malgré les dégâts considérables causés à l'industrie française et européenne par ses gigantesques surcapacités industrielles.

Ces géants jouent, et joueront davantage encore dans le futur, un rôle central dans la marche du monde. Il faudra travailler avec eux pour affronter le changement climatique et reconstruire une gouvernance mondiale. Mais imaginer une France de 68 millions d'habitants prenant ses distances avec l'Union européenne pour négocier seule avec une Chine de 1,4 milliard d'habitants ou une Inde de 1,5 milliard relève davantage d'une nostalgie dépassée que d'une stratégie adaptée au XXI^e siècle.

À cet égard, la divergence avec les Écologistes est éclairante. Là où Jean-Luc Mélenchon raisonne encore en termes de puissances nationales et de « non-alignement » français, les Écologistes inscrivent d'abord leur action dans une logique européenne : autonomie stratégique commune, défense européenne, régulation des multinationales à l'échelle du

continent et action commune pour un multilatéralisme fondé sur le droit. Deux conceptions s'opposent : une lecture encore nationale des rapports de force et l'idée que notre souveraineté ne peut plus s'exercer efficacement qu'à l'échelle européenne.

L'Ukraine et Gaza : le droit international à l'épreuve du réel

L'Ukraine et Gaza constituent deux tests décisifs d'une politique étrangère progressiste. Défendre le droit international n'a de sens que si on le défend partout, y compris lorsqu'il faut construire les rapports de force nécessaires pour le faire respecter.

En Ukraine, cela signifie nommer sans ambiguïté l'impérialisme russe et donner aux Ukrainiens les moyens de décider eux-mêmes de leur avenir. La paix ne peut consister à récompenser une guerre d'agression par l'annexion durable de territoires conquis par la force. Et puisque le désengagement américain oblige désormais les Européens à prendre davantage en charge leur sécurité, la réponse ne peut être le retour à une illusoire souveraineté militaire française solitaire. Elle doit passer par une véritable capacité européenne de défense et de dissuasion, capable de protéger le continent sans dépendre des choix de Washington.

À Gaza, la même exigence doit prévaloir. On ne peut invoquer le droit international contre Vladimir Poutine et l'oublier lorsqu'il s'agit du gouvernement de Benyamin Netanyahou. Face à la destruction de Gaza et aux souffrances de la population palestinienne, l'Europe aurait pu et dû mobiliser bien davantage ses instruments économiques, commerciaux et diplomatiques pour imposer le respect du droit international, obtenir un cessez-le-feu, permettre l'acheminement massif de l'aide

humanitaire et ouvrir une perspective politique permettant aux Palestiniens comme aux Israéliens de vivre en sécurité.

C'est ici qu'une politique étrangère écologiste se distingue du néogaullisme insoumis. Ni alignement sur Washington, ni complaisance envers les puissances autoritaires qui contestent l'Occident : les Écologistes défendent à la fois le soutien à l'Ukraine face à l'agression russe et une politique beaucoup plus ferme envers le gouvernement israélien, avec la reconnaissance de l'État palestinien, un embargo sur les armes et des sanctions. Cette cohérence est essentielle : les violations du droit international ne deviennent pas acceptables selon qu'elles sont commises par un adversaire ou par un allié.

Cette politique suppose surtout d'assumer l'échelle à laquelle nous pouvons réellement agir. Sanctions contre la Russie, rapports commerciaux avec Israël, régulation des multinationales, politique climatique ou concurrence avec la Chine se jouent déjà largement à l'échelle européenne. La France peut entraîner, convaincre et proposer. Elle ne peut plus prétendre organiser seule les rapports de force mondiaux.

C'est finalement le paradoxe majeur de la proposition de Jean-Luc Mélenchon. La note de l'Institut La Boétie décrit un monde d'interdépendances, de dérèglement climatique, de multinationales globalisées et de puissances continentales, mais lui apporte une réponse fondée essentiellement sur l'État-nation français, la francophonie, les outre-mer et une improbable « latinité ». Elle diagnostique le XXI^e siècle avec une certaine justesse mais continue, pour y répondre, à regarder dans le rétroviseur du XX^e.

Une politique étrangère progressiste devrait faire exactement l'inverse : construire une Europe suffisamment souveraine pour ne plus être vassale des États-Unis, suffisamment puissante pour tenir tête à la Chine et à la Russie, suffisamment indépendante pour sanctionner aussi les violations du droit commises par ses alliés et suffisamment ambitieuse pour peser

dans la reconstruction d'un multilatéralisme aujourd'hui en ruines.

Cette Europe est évidemment encore très éloignée de l'Union que nous connaissons. Il faut combattre ses politiques néolibérales, démocratiser son fonctionnement, rompre avec la règle de l'unanimité qui la condamne trop souvent à l'impuissance et construire enfin de véritables politiques étrangère, industrielle et de défense commune. Le chantier est immense, mais c'est précisément parce que le monde est devenu plus dangereux qu'il faut l'engager.

Le choix qui se dessine pour 2027 ne doit donc pas opposer l'atlantisme à un souverainisme français repeint aux couleurs du « Sud global ». Il doit opposer plutôt deux conceptions de notre souveraineté : celle, nostalgique, qui imagine encore la France seule en puissance d'équilibre ; et celle qui considère que, dans le monde qui vient, la souveraineté dont nous avons besoin devra être à la fois française et européenne, démocratique, écologique et mise au service du droit international.

Sur ce terrain décisif de la politique étrangère et de la sécurité, Jean-Luc Mélenchon ne nous prépare donc malheureusement pas vraiment au monde d'après. Il nous propose le retour à un monde qui n'existe déjà plus.